

# PRÉ-RAPPORT DE REPÉRAGE PLOMB AVANT TRAVAUX

Conformément à la loi n°2004-806 du 09 août 2004, au décret n°2006-474 du 25 avril 2006, à l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, aux dispositions du code de la santé publique et du code du travail.



Référence du Pré-rapport : 01-1b-2353-DPAT

Immeuble bâti visité	
Adresse	DDTM 10 rue Creton 14100 LISIEUX
Année de construction	≤1997
Fonction principale	Administration
Etat d'occupation des locaux	Occupé
Commanditaire	Société de contrôle
RECTORAT REGION ACADEMIQUE NORMANDIE 168, rue Caponnière BP 46184 14601 CAEN CEDEX ☎ : 02.31.30.08.66	GEODEM - Agence Normandie Route du Neubourg ZA de la Baudrière 27520 GRAND BOURGTHEROULDE ☎ : 02 32 82 37 20 RCS BERNAY 448.218.123
Représentant	Représentant
Madame Laetitia MARTINEZ AVRE Assistante au chargé d'opérations	Monsieur Erwan CAVILLON Directeur Général
Références	Visites de repérage
Opérateur de repérage : Richard-Dean MICHEL Attestation d'assurance : AXA n°10160699004	Date de visite : 18/09/2025 Date de remise du Pré-rapport : 29/09/2025 Analyseur à fluorescence X : voir §6

**Le constat a révélé la présence de plomb dans les produits et matériaux visés par le repérage.  
Les conclusions sont en page 3.**

# SOMMAIRE

<b>1. CONCLUSIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1. Objectif du repérage .....	3
1.2. Conclusion générale sur les éléments contenant du plomb.....	3
1.3. Préconisations.....	3
1.4. Informations .....	4
<b>2. TEXTES DE RÉFÉRENCE .....</b>	<b>5</b>
<b>3. DOCUMENTS ET RÉFÉRENCES .....</b>	<b>5</b>
3.1. Désignation du commanditaire .....	5
3.2. Documents à disposition .....	5
<b>4. LOCAUX NON VISITÉS .....</b>	<b>5</b>
<b>5. MÉTHODOLOGIE DU REPÉRAGE.....</b>	<b>6</b>
<b>6. MESURES.....</b>	<b>6</b>
<b>7. RÉSULTATS DES MESURES.....</b>	<b>7</b>
<b>8. SOMMAIRE ANNEXES .....</b>	<b>8</b>
8.1. Croquis .....	9
8.2. Notice d'informations .....	12
8.3. Attestation d'assurance .....	14
8.4. Visas IRSN.....	18

## 1. CONCLUSIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objectif du repérage

Ce repérage a pour objectif d'identifier les revêtements susceptibles de contenir du plomb, afin de déterminer les risques pour les professionnels du bâtiment ainsi que les risques dits « écologiques » dans le cadre de la gestion des déchets. Il ne constitue pas un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ni un Repérage de Risque d'Intoxication par le Plomb des Peintures (DRIPP), lesquels ne concernent que les bâtiments construits avant 1949 et le risque d'accessibilité au plomb par les enfants. Le présent repérage plomb avant démolition doit ainsi permettre aux donneurs d'ordres et employeurs de respecter leurs obligations en matière d'évaluation des risques professionnels.

#### **Le programme de travaux prévoit :**

Réfection totale des sols, des peintures et de l'ensemble des courants forts et faibles « passage en goulotte partie visible et chemin de câble dans les plénum et locaux techniques »,  
Abaissement des plafonds à 2,40 m par la création d'un faux plafond,  
Réfection -création et démolition des blocs sanitaires avec neutralisation de réseaux,  
Réfection totale du système de chauffage (production et distribution),

Le projet de rénovation va entraîner de la production de poussières et la mise en décharge de déchets.

Le repérage plomb a été réalisé afin de communiquer auprès :

- Des intervenants pour les avertir des risques encourus.
- Des décharges dans le cadre de l'Acceptation Préalable des Déchets issus de ce chantier.

### 1.2. Conclusion générale sur les éléments contenant du plomb

Les revêtements présentant des mesures de concentration en plomb supérieures ou égales à 1 mg/cm<sup>2</sup> sont :

1. La peinture jaune sur l'ensemble de la partie basse des murs de la chaufferie située au RDC.

#### **Remarques :**

L'opérateur de repérage a décidé de considérer que seuls les éléments présentant des résultats supérieurs à 1 peuvent comporter des risques importants pour les travailleurs et l'environnement.

Les zones plombées sont représentées sur le croquis en annexe.

### 1.3. Préconisations

Les valeurs obtenues non négligeables (supérieures à 1) restent toutefois faibles. Dans le cas des éléments métalliques (bâti de portes) il n'est pas préconisé d'installations et de traitements spécifiques dès lors que ces éléments subissent simplement un démontage et en aucun cas un ponçage sur le site.

## 1.4. Informations

### Article R.1334-12 du code de la santé publique

L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévus par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.

Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.




### Préconisations de l'Agence Nationale pour l'Aménagement de l'Habitat (ANAH) :

Lors de travaux, il s'agit de prendre en compte la présence de plomb dans le cadre d'un projet de réhabilitation ou de déconstruction. Le but étant d'identifier les risques encourus lors de l'opération par les travailleurs, les occupants et l'environnement général du bâtiment.

Les déchets résultant de travaux entrepris sur des bâtiments existants contenant du plomb se présentent de façon liquide (eau + solvant par exemple) ou sec (écaillés de peinture). Ils proviennent notamment des produits de démolition (gravats, écaillés de peinture, poussières...)

Selon leur nature et leur teneur en plomb, ces déchets devront être stockés, recyclés, incinérés ou traités.

A Grand-Bourgtheroulde, le 29/09/2025.

Rédacteur	Vérificateur	Opérateur de repérage Approbateur et signataire du Pré-rapport
Gwennaëlle DUTREVIS	Richard-Dean MICHEL	Richard-Dean MICHEL
Assistante administrative	Chargé de missions	Chargé de missions
		

## 2. TEXTES DE RÉFÉRENCE

- Loi n°2004-806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique.
- Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du Code de la Santé Publique.
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb.
- Article L. 1334-2, L. 1334-3 et L. 1334-8 du Code de la Santé Publique.
- Articles L4121-1 à 5, L4522-1, L4612-1 et L4531-1 et 2 du Code du Travail.
- Norme NF X 46-035 :2021 Repérage Plomb – Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction (parties pertinentes).

## 3. DOCUMENTS ET RÉFÉRENCES

### 3.1. Désignation du commanditaire

**RECTORAT REGION ACADEMIQUE NORMANDIE**  
**168, rue Caponnière BP 46184**  
**14601 CAEN CEDEX**

### 3.2. Documents à disposition

Documents	Disponible	Date	Observation
Rapport de repérage antérieur	Non	-	Sans objet
Plans du site	Non	-	Sans objet
Plan des locaux	Oui	-	Transmis par le donneur d'ordre
Année de construction	Non	-	Sans objet
Autres documents	Non	-	Sans objet

## 4. LOCAUX NON VISITÉS

Désignation	Niveau	Motif d'absence de visite
EN 5	RDC	Local encombré

Les mesures de concentration en plomb (en mg/cm<sup>2</sup>) ont été effectuées sur l'ensemble des matériaux susceptibles de contenir du plomb, à l'intérieur de l'immeuble.

## 5. MÉTHODOLOGIE DU REPÉRAGE

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage définit la stratégie de mesures adaptée au vu des documents remis par le donneur d'ordre :

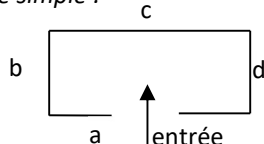
- Plans des locaux et croquis
- Rapports antérieurs (CREP, DRIPP)
- Programme de travaux
- Autres documents éventuels

Le repérage plomb est réalisé au vu du programme de travaux défini par le donneur d'ordre. Pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période), un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de repérages devant faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et/ou prélèvement).

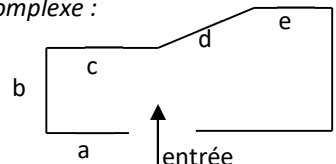
### Chronologie des mesures :

Elles sont réalisées sur les unités de repérage (portes, murs...) dans le sens des aiguilles d'une montre (sens horaire) en pénétrant dans la pièce. La première mesure est effectuée du côté de l'entrée principale de la pièce.

Pièce simple :



Pièce complexe :



## 6. MESURES

Les mesures ont été établies avec un analyseur à fluorescence X :

Marque :	Fondis
Type :	FEnX
Numéro de série :	2-1103
Numéro NIST de l'étalon :	SRM2573
Source :	Cadmium 109 scellée
Autorisation ASN :	T 270293
Titulaire de l'autorisation ASN :	M. Olivier LECLERC (Gérant SARL GEODEM)
Visa favorable IRSN :	237107 du 06/10/2022 (voir annexe 8.5)
Personnes Compétentes en Radioprotection (PCR) :	M. Vincent BLANQUET

## 7. RÉSULTATS DES MESURES

Informations du tableau des résultats :

Légende du tableau des résultats :

NOIR : inférieur à 1mg/cm<sup>2</sup>

**NOIR : supérieur à 1mg/cm<sup>2</sup>** (risques importants pour les travailleurs et l'environnement)

Pour des raisons de clarté, seules les valeurs positives sont intégrées à ce Pré-rapport.

Mesures en mg/cm<sup>2</sup>

Tableau des résultats :

N° Mesure	N° Ud	Localisation	Zone	Elément	Substrat	Revêtement	Résultat	Précision	Date
8573	Mur	Chaufferie	Partie basse	/	brique	peinture	1,28	0,18	18/09/2025

## 8. SOMMAIRE ANNEXES

---

**8.1 - Croquis**

**8.2 - Notice d'information**

**8.3 - Attestation d'assurance**

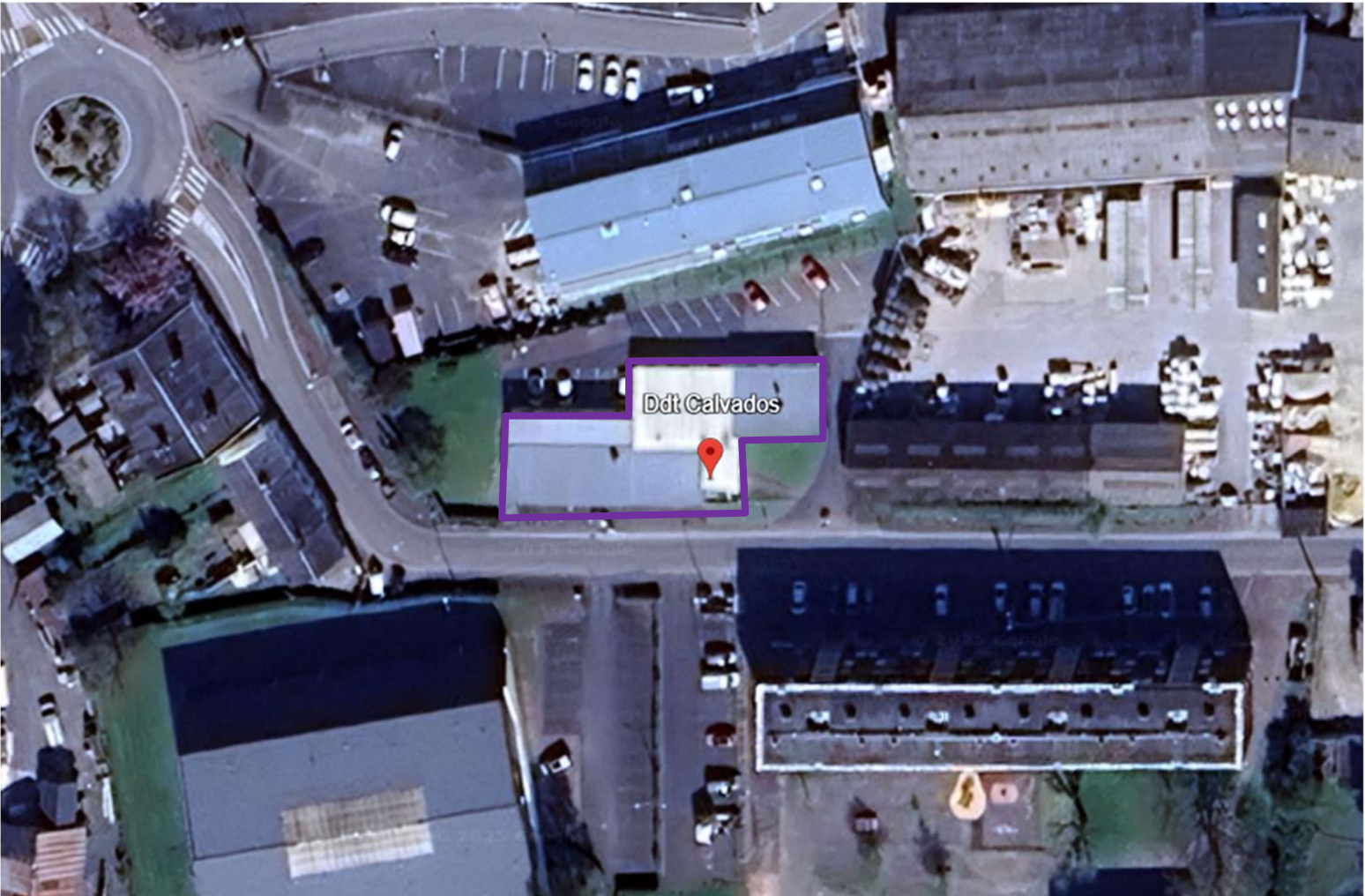
**8.4 - Visas IRSN**



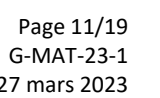
## 8.1. Croquis

PLAN D’ENSEMBLE DU SITE

Emprise du projet de travaux



**Peinture en partie basse de mur**



## **8.2. Notice d'informations**

### **Les effets du plomb sur la santé**

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

### **Comment se contamine-t-on ?**

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières.

#### **Sur les chantiers**

- En travaillant sans protection
- En fumant ou s'alimentant avec les mains sales
- En se rongant les ongles
- En mâchant de la gomme ou autres

#### **Hors lieux de travail**

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

### **Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?**

#### **Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)**

- Exploiter le repérage plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation / réhabilitation avant démolition.
- Remettre le repérage plomb avant travaux aux entreprises intervenantes.

#### **Choisir un mode opératoire le moins polluant**

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante (ex : éviter le sablage / grenaillage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs).

#### **Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)**

- Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables
- Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires, douches, sanitaires, restauration)
- Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagères, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb
- Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets
- Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
  - o Interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier
  - o Rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée
  - o Interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable
  - o Ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable

#### **Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :**

- Des conseils dans le choix des protections
- Une aide à l'information et à la formation
- Une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (services de santé au travail).

### **8.3. Attestation d'assurance**



Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



**Assurance et Banque**

ATTESTATION

AGENT

EI BARBARAY CHRISTIAN  
110 PLACE GASTON SANSON  
FAUVILLE EN CAUX  
76640 TERRES DE CAUX  
**Tél : 0235565606**  
Fax : 02 35 56 50 06  
Email : AGENCI.BARBARAY@AXA.FR  
Portefeuille : 0076032044

SARL GEODEM  
ZA DE LA BAUDRIERE  
ROUTE DU NEUBOURG  
BOURGTHEROULE INFREVILLE  
27520 GRAND BOURGTHEROULDE FR

Vos références :

**Contrat n° 10160699004**  
Client n° 3584680404

AXA France IARD, atteste que :

**SARL GEODEM  
ZA DE LA BAUDRIERE  
ROUTE DU NEUBOURG  
BOURGTHEROULE INFREVILLE  
27520 GRAND BOURGTHEROULDE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10160699004** ayant pris effet le **01/01/2024** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile, du fait des activités suivantes :

**Diagnostic immobilier** dans le cadre des activités ci-dessous :

- Diagnostic amiante
- Diagnostic amiante avant travaux ou démolition prévu à l'article R 1334-24 du Code de la santé publique
- Diagnostic amiante après travaux prévu à l'article R 1334-24 du Code de la santé publique
- Diagnostic amiante avant-vente, dossier technique amiante, contrôle périodique amiante
- Diagnostic plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic de gestion des déchets
- Diagnostic de pollution des sols
- Mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis
- Mesurages des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante au poste de travail
- Carottage routier pour détecter la présence ou l'absence d'amiante et/ou de composés chimiques de type HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)
- Mesure des valeurs limites d'exposition professionnelle au poste de travail des agents chimiques. (prélèvement air).
- Diagnostic PEMD conforme au décret n°2021-821 du 25 juin portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments.
- Etat Des Lieux Locatifs – La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels

**AXA Assurances IARD Mutuelle**

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers  
Entreprise régie par le Code des assurances - 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex  
Siren 775 699 309 - TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309  
Opérations d'assurances exonérées de TVA – art. 26 I-C CGI – sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances



1/3

consécutifs ou non causés aux tiers, ainsi que les clients du fait de l'établissement des états des lieux locatifs (des parties privatives) selon la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

- Mesure Du Radon dans les maisons individuelles et immeubles à usage d'habitation – La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, ainsi que les clients du fait du dépistage du radon dans les maisons individuelles et immeubles à usage d'habitation.

Il est rappelé qu'il n'est pas dérogé au paragraphe "Exclusions" du contrat et que sont exclus tous dommages résultants de toute mission de maîtrise d'oeuvre, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de coordonnateur SPS.

Ces garanties sont accordées dans les termes et limites du contrat à concurrence des montants indiqués dans le tableau "Montant des garanties" des conditions particulières.

#### Garanties et franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES par sinistre
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	<b>9.000.000 €</b> par année d'assurance	
<b>Dont :</b>		
• <b>Dommages corporels</b>	<b>9.000.000 €</b> par année d'assurance	<b>NEANT</b>
• <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>1.200.000 €</b> par année d'assurance	<b>7000 €</b>
• <b>Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance</b>	<b>300.000 €</b> par année d'assurance	<b>10.000 €</b>
• <b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>50.000 €</b> par sinistre	<b>5000 €</b>
<b>Autres garanties :</b>		
<b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales)	<b>2.000.000 €</b> par année d'assurance dont <b>1.000.000 €</b> par sinistre	<b>380 €</b>
<b>Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance</b> (Responsabilité civile professionnelle)	<b>1.000.000 €</b> par année d'assurance dont <b>500.000 €</b> par sinistre	<b>10.000 €</b>
<b>Les risques environnementaux</b> (Article 3.4 des conditions générales) :		
<b>Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont :</b>	<b>750.000 €</b> par année d'assurance <b>100.000 €</b> par année d'assurance	<b>7000 €</b> <b>7000 €</b>

#### AXA Assurances IARD Mutuelle

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers  
Entreprise régie par le Code des assurances - 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex  
Siren 775 699 309 - TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309  
Opérations d'assurances exonérées de TVA – art. 261-C CGI – sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

2/3



Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale		
<b>Défense</b> (Article 4 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu	Selon la franchise de la garantie mise en jeu
<b>Recours</b> (Article 4 des conditions générales)	<b>20.000</b> € par litige	Seuil d'intervention : <b>380</b> €

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2025** au **01/01/2026** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à TERRES DE CAUX le 6 décembre 2024  
Pour la société :



#### AXA Assurances IARD Mutuelle

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers  
Entreprise régie par le Code des assurances - 313, Terrasses de l'Arche - 92227 Nanterre Cedex  
Siren 775 699 309 - TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

3/3

#### **8.4. Visas IRSN**

INSTITUT DE RADIOPROTECTION  
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE  
UNITÉ D'EXPERTISE DES SOURCES  
B.P.17 - 92262 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX

UES  
Reçu le

05 OCT. 2022

MOUVEMENT RÉALISABLE DANS  
UN DÉLAI DE MOIS, DANS  
LA LIMITE DE LA VALIDITÉ DES  
AUTORISATIONS

489198

IMPORTANT : LE CERTIFICAT DE SOURCE DOIT ÊTRE TRANSMIS DANS LES 2 MOIS SUIVANT LA RÉCEPTION EFFECTIVE DE LA SOURCE

**FOURNITURE DE RADIONUCLÉIDES en sources SCÉLÉES**

**VISA D'ENREGISTREMENT**

**IRSN**

06/10/2022

**237107**

T270293

**Monsieur LECLERC Olivier**

GEODEM

ZA de la Baudière

Route de Neubourg

27520 BOURGTHÉROULDE INFREVILLE

FRANCE

REÇU LE

16 OCT. 2022

**SOURCE**

Radionucléide 109Cd Activité par source 850 mBq A la date du 08/02/2021  
Nombre de sources 1 Activité totale 850  
Référence catalogue Xcd9-06 Fabricant Rituel  
Catégorie 5 SSHA ☐ N° de source RTV-0975 Date de livraison prévue

**FOURNISSEUR**

FOUDIS ELECTRONIC - 78361 Voisins-le-Bretonneux F620002

SI CESSION ENTRE UTILISATEURS, PRÉCISER :  
Fournisseur/Distributeur

GEODEM

T270293

Date et numéro de premier Visa

04/01/2021 223 622 CDF 489197

**UTILISATION**

Description ANALYSEUR PLOMB PORTABLE  
Responsable M. LECLERC  
Lieu GRAND BOURGTHÉROULDE ET CHANTIERS EXTÉRIEURS Code utilisation 620

**APPAREIL ①**

Marque Fondis Type Fena N° 21103 Conteneur ②  
Qui charge l'appareil ? Fondis N° d'agrément FE0007  
L'appareil est-il nouvellement acquis ? Oui ☒ Non ☐ Si oui, en remplace-t-il un autre ? Oui ☒ Non ☐ Si oui, marque,  
type, N°, date d'achat de l'ancien appareil. Fena # 2-0774

**ANCIENNE SOURCE**

Radionucléide	Nombre	Activité (indiquer l'unité)	A la date du	Numéro
N° dem. de fourniture		N° de visa	Date du visa	
Sources reprises par				

**ENGAGEMENT DE REPRISE DE SOURCE**

Raison Sociale du Fournisseur/Distributeur Fondis Electronique

Date, Nom et Signature EVB le 20/09/2022

Valant engagement de reprise de source en fin d'utilisation

Le 19/09/2022 Nom et signature

*[Signature]*